Marcou, Lilly (sous la direction de). *L'URSS vue de gauche*. Paris, PUF, Coll. « Politique d'aujourd'hui » 1982, 296 p.

Maurice Poncelet

Volume 14, numéro 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701492ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701492ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poncelet, M. (1983). Compte rendu de [Marcou, Lilly (sous la direction de). *L'URSS vue de gauche*. Paris, PUF, Coll. « Politique d'aujourd'hui » 1982, 296 p.] *Études internationales*, 14(1), 198–199. <https://doi.org/10.7202/701492ar>

line et de Trotski est bien plus originale. Staline n'est plus le dogmaticien rigide ni Trotski le tenant de la seule révolution permanente. L'un et l'autre ont su en fait s'adapter aux circonstances et faire preuve d'opportunisme tant sur le plan pratique que théorique.

Jean-Christophe ROMER

Univeristé de Strasbourg III, France

MARCOU, Lilly (sous la direction de). *L'Urss vue de gauche*. Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui » 1982. 296 p.

Ce livre regroupe les travaux d'un séminaire tenu sous les auspices du CNRS et qui avait deux buts : – essayer de mettre en évidence l'opinion des divers groupes de gauche et des grandes figures du socialisme sur l'URSS ; – tenter d'éclairer les rapports entre les divers partis communistes et l'Union soviétique.

Je ne suis pas persuadé que, malgré les qualités des divers participants, ces buts soient atteints. Je n'ai pas retiré de la lecture de cet ouvrage des idées plus claires sur les problèmes traités. Mais, après tout, il n'est jamais aisé de tracer des sentiers dans une forêt épaisse...

Le livre, pourtant, suit un plan logique : – Une première partie consacrée aux « grandes figures » ; – Une deuxième, étudiant les « appareils ». La première comporte des études sur K. Kautsky, L. Trotsky, les divers membres de « l'austro-marxisme », R. Luxembourg, L. Blum. Chose qui me semble curieuse : rien sur les marxistes italiens, notamment A. Gramsci.

La seconde décrit les rapports entre l'URSS et, plus précisément, le P.C.U.S avec d'autres partis communistes : français, espagnol, italien, et avec les divers mouvements syndicaux. Ce qui restreint le cadre à l'euro-communisme et laisse en dehors, systématiquement, l'étude d'autres partis intéressants, notamment ceux de Chine et Cuba. Mais il fallait bien choisir et le séminaire, lequel s'est tenu de 1979 à 1981, n'a été consacré qu'au

mouvement communiste européen. Cependant, même dans ces conditions, l'oubli de la Yougoslavie me semble, lui aussi, assez étrange.

Les divers exposés sont sérieusement étoffés, mais d'une présentation pas toujours d'une clarté remarquable ! Une chose est certaine : ce n'est pas le type d'ouvrage pouvant faire l'objet de lecture rapide ! Je crois comprendre pourquoi : les grandes lignes n'apparaissent pas nettement. Plus ou moins ouvertement, tous les auteurs sont de sympathies marxistes. Et ceci est peut-être la raison de leur embarras à, sinon justifier, du moins expliquer certaines décisions ou positions soviétiques ; dès lors, comment bien présenter ce qu'on ne conçoit pas soi-même clairement ?

Ce que ce livre, à mon sens, ne fait pas assez ressortir peut être résumé en deux mots : contradictions et circonstances. Je crois fermement qu'on ne peut pas se faire une opinion valable de l'URSS et de ses politiques sans tenir compte de ces deux éléments qu'il est, incidemment, curieux de voir des marxistes négliger.

La première contradiction, fondamentale, est que le premier État socialiste ait été créé dans un pays à base agricole, avec une population relativement arriérée. Si l'on se souvient que le servage n'a été aboli qu'en 1869, cela signifie que la grande majorité du peuple russe est passée du moyen-âge féodal au futur socialiste en un demi-siècle. À en juger par les résultats actuels de l'économie soviétique, il se peut que ce choc ne soit pas encore complètement surmonté.

La deuxième est entre les progrès indiscutables apportés par le régime socialiste (encore qu'on pourrait se demander ce qu'il en aurait été dans le cadre d'une république vraiment démocratique) et le prix payé pour ces progrès, c'est à dire un encadrement strict de la population, des restrictions à certains droits, même fondamentaux, une bureaucratie envahissante. La libération du peuple a abouti aux purges, aux exécutions, aux goulags.

La troisième est que le socialisme russe s'est construit sur une base nationale et que, lorsque cela a été nécessaire, les internationa-

listes ont été éliminés et, même, certains partis communistes étrangers purement et simplement sacrifiés aux intérêts de la Sainte Russie.

Enfin, la quatrième est que l'URSS ne tolère pratiquement aucune autonomie de pensée dans les autres États socialistes ou dans les autres partis communistes. Toute déviation est, s'il le faut, réprimée, et même durement : Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne; toute tentative de ne pas suivre le modèle soviétique est condamnée; comme celle, précisément, de l'euro-communisme espagnol, italien, français.

On ne peut pas conserver la même image de l'URSS au cours des années. Ce fut d'abord un certain espoir, jusque vers 1929, puis une inquiétude jusqu'en 1941, à nouveau un espoir jusqu'en 1947, une crainte jusqu'en 1962, une méfiance depuis. Quels rapports peut-on faire entre les héroïques combattants de Stalingrad et les brutaux occupants de Budapest et de Prague? Comment juger idéologiquement un pays qui agit pragmatiquement? Je pense aux communistes européens de 1939, dont certains étaient déjà quelque peu peiné de la tièdure de l'aide apportée par les Russes à la République espagnole, et qui reçurent le coup de tonnerre du pacte germano-russe du 23 août. Ils ne se retrouvèrent vraiment « bien dans leur peau » qu'en juin 1941, lorsque l'Allemagne attaqua la Russie. Et, plus récemment, que de communistes sincères furent bouleversés par les coups de Budapest, Prague, Varsovie, Kaboul!

Tout se passe comme si l'Union soviétique n'utilisait l'idéologie marxiste que pour appuyer ses positions de géopolitique. Ce qui fait que bien des communistes sont devant l'alternative d'un soutien inconditionnel à l'URSS qui les amène à approuver (ou, du moins, à ne pas désapprouver) certains actes discutables, et d'une attitude amicale mais critique qui les fait considérer comme traîtres et renégats.

« L'URSS vue de gauche » me semble confirmer ce dilemme; c'est l'essentiel de ce que j'en retiens. Je ne suis pas assez au courant de l'évolution des divers partis

communistes européens pour juger de la qualité et du choix de la documentation. Je m'étonne néanmoins que l'étude sur le PC espagnol n'ait pas mentionné le vote de ce parti en faveur de la monarchie parlementaire lors du referendum constitutionnel de décembre 1978. Un parti communiste royaliste, cela aurait mérité au moins une ligne.

En conclusion, livre intéressant en ce qu'il témoigne du trouble de certains penseurs de gauche envers l'URSS; mais qui, à mon sens, n'explique pas suffisamment les raisons et l'évolution de ce trouble.

Maurice PONCELET

*Faculté d'administration
Université d'Ottawa*